

TERRITOIRES

**Une journée avec
les gendarmes de l'Aisne**
P. 08

ENJEUX

**MSA : contribuer
à la cohésion du pays**
P. 12

RENCONTRES

**Transhumance urbaine :
des moutons dans la ville**
P. 22

leBIMSA

LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA | DÉCEMBRE 2023 - JANVIER 2024

DOSSIER

Aidants

Une vie sur le fil

P. 14



La MSA au cœur de l'entraide

En cette période où les éléments se déchaînent, le monde agricole traverse des épreuves difficiles. Après les ravages causés par le tempête Ciarán dans l'ouest du pays, une nouvelle vague d'adversité s'abat dans le nord et l'ouest de la France, frappés par des vents d'une extrême violence et des inondations dévastatrices. Face à ces situations d'urgence, la MSA se mobilise avec détermination, déployant des mesures de soutien indispensables. Nous répondons présents d'abord pour traiter les signalements de détresse et fournir un soutien psychologique, mais aussi pour verser des aides exceptionnelles afin de répondre aux besoins des sinistrés. Nos délégués s'activent également sur le terrain, distribuant des vêtements chauds aux personnes qui, pour certaines, ont tout perdu, tandis que des repas sont fournis aux bénévoles qui œuvrent sans relâche. La MSA participe également au déblayage et au nettoyage des maisons, comme dans le Pas-de-Calais, en débloquent une enveloppe dédiée à la protection civile. Sur le plan économique, le régime agricole facilite la vie des exploitants et des employeurs de main-d'œuvre en proposant une prise en charge des cotisations. Des échéanciers et des remises de majorations de retard peuvent être sollicités, soulageant ainsi la pression financière afin de permettre à chacun de se concentrer sur la reconstruction.

En ces moments difficiles, la MSA démontre une fois de plus son rôle central dans la solidarité et l'entraide au sein de l'ensemble du monde agricole. Un engagement facilité par la connaissance précise des acteurs locaux. Et, à l'approche des fêtes de fin d'année, l'un des plus beaux cadeaux que l'on puisse offrir à une famille en difficulté, c'est de l'aider à fêter Noël dans la joie et la dignité. C'est dans cet esprit que la convention qui nous lie depuis trois ans au Secours populaire français a été renouvelée. Elle permet à des milliers de familles de passer des fêtes un peu plus agréables. Un élan de solidarité auquel nous vous proposons de participer en apportant des cadeaux sous les sapins et des denrées festives sur les tables de réveillon dans les centaines de points de collecte. En unissant nos forces, en partageant nos ressources et en offrant notre soutien, nous surmonterons ces épreuves. Je me joins à l'ensemble des salariés et des délégués de la MSA pour vous souhaiter de belles fêtes de fin d'année.

Pascal Cormery, président de la MSA.

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole - 19 rue de Paris - CS 50070 - 93013 Bobigny Cedex - Tél.: 01 41 63 77 77 - www.msa.fr - Le Bimsa: dépôt légal à parution - CPPAP:1026M05851 - ISSN:1298-9401 - Directeur de la publication: François-Emmanuel Blanc - Comité d'orientation: Pascal Cormery; Philippe Moïnard; Annie Aublanc; Didier Cuniac; Sabine Delbosc Naudan; Thierry Girard; Régis Jacobé; Bernard Simon - Rédacteur en chef: Alexandre Roger - Rédacteur en chef adjoint: Franck Rozé - Rédacteurs: Frédéric Fromentin; Marie Molinaro; Fatima Souab - Maquettiste: Delphine Levasseur - Conception: agence La Suite&Co - Administration et abonnements: tél.: 01 41 63 73 31 - Abonnement 1 an: 11,60€ - Imprimeur: Riccobono Imprimeurs - Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé - www.riccobono-imprimeurs.com - Couverture: © PeopleImages/GettyImages - Édito: © Patrice Maurein/CCMSA Image

L'ACTU DE L'INSTITUTION

P. 03

L'ACTU EN RÉGIONS

P. 04

L'ACTU EN IMAGE

P. 07

TERRITOIRES

Surveiller, rassurer, prévenir
Les gendarmes au contact des populations dans l'Aisne

P. 08

ENJEUX

François-Emmanuel Blanc
Contribuer à la cohésion du pays

P. 12

DOSSIER



Aidants
Une vie sur le fil

P. 14

RENCONTRES

Transhumance urbaine
Des moutons dans la ville

P. 22

La bonne recette
La cuisine des générations

P. 24

Théâtre citoyen
Stop aux violences intrafamiliales

P. 25

Anaïs Amalric-Joary
De militante à élue MSA

P. 26

EN PRATIQUE

Bien construire son projet en agriculture

P. 27



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.



134

points de collecte de jouets et de denrées alimentaires, pour un Noël solidaire, en partenariat avec le Secours populaire. Plus d'infos sur : msa-solidaire.msa.fr

Mobilisation après la tempête Ciarán



Quatorze départements ont été touchés par le passage de la tempête dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre.

La MSA se mobilise pour accompagner les exploitants et employeurs touchés par les dégâts causés par la tempête Ciarán, principalement dans l'Ouest. Des échéanciers de paiement des cotisations et contributions sociales sont mis en place. Parallèlement, le gouvernement a déclenché le dispositif de calamité agricole.

La MSA d'Armorique a reçu plus de 70 appels d'agriculteurs suivis par les travailleurs sociaux ; le service de santé-sécurité au travail assiste les opérations de réparation par des actions de prévention dans l'utilisation des tronçonneuses et des chutes lors des interventions sur les toitures agricoles. La MSA Côtes Normandes enregistre une cinquantaine de demandes, et une aide forfaitaire de 1 000 € sur le fonds d'action sanitaire et sociale est déclenchée vers 35 exploitants. Parmi les plus impactés, les producteurs cidricoles dont les récoltes n'étaient pas terminées. De son côté, la MSA des Charentes enregistre des dommages causés notamment aux maraîchers et des pertes de récolte prévisibles et se tient prête à accompagner les agriculteurs concernés.

Inondations : la solidarité s'organise



Vêtements chauds, plaids, sacs de couchage : environ 2 000 € d'équipements ont été distribués dans les zones sinistrées du Pas-de-Calais.



© MSA Nord-Pas de Calais

Des milliers d'hectares sous l'eau, des récoltes perdues, des villages méconnaissables... À la suite des intempéries exceptionnelles qui ont frappé le Pas-de-Calais et le Nord au mois de novembre, certains ont tout perdu. Le gouvernement a déclenché les dispositifs de catastrophe naturelle et de calamité agricole et les dégâts se chiffrent, selon une première estimation, à 550 millions d'euros ; la chambre d'agriculture évoque 500 à 600 agriculteurs touchés.

Face à la situation, la MSA Nord-Pas de Calais se mobilise. Un numéro unique dédié centralise toutes les demandes des adhérents : le 03 2000 2000. Des permanences sans rendez-vous sont également organisées (infos disponibles sur nord-pasdecalais.msa.fr/lfp/crise-inondations).

La MSA de Picardie a procédé à des appels vers les 127 exploitants répertoriés dans les communes inondées et participe à la cellule de crise pilotée par la FNSEA et la chambre d'agriculture de la Somme.

Une aide exceptionnelle d'urgence peut être débloquée immédiatement, jusqu'à 800 €.

Les exploitants et employeurs de main d'œuvre peuvent prétendre à une prise en charge de cotisations, des

échanciers et/ou à des remises de majorations de retard.

La cellule de prévention des fragilités s'active pour traiter les signalements de détresse et les demandes de soutien psychologique (03 21 24 72 68, cellulefragilites.blf@msa59-62.msa.fr).

En lien avec les délégués MSA et les mairies, une enveloppe de plus de 800 000 € est mobilisée afin d'aider les sinistrés en fonction des dommages subis. La caisse a par ailleurs fait un don de 15 000 € à la Protection civile du Pas-de-Calais pour financer le matériel nécessaire au déblayage et au nettoyage des maisons.

Les délégués solidaires

Sur le terrain, les élus MSA s'activent. Vêtements chauds, plaids, sacs de couchage : environ 2 000 € d'équipements ont été distribués dans les zones sinistrées du Pas-de-Calais comme à Neuville-sous-Montreuil, Bourthes ou encore Coulombly. Les délégués des secteurs touchés s'affairent également auprès des services municipaux pour faciliter l'identification des adhérents pouvant bénéficier d'un soutien de la MSA.

Plus d'infos sur : picardie.msa.fr et nord.pasdecalais.msa.fr

Cantal

Quand une pause s'impose

Le 21 novembre, la MSA Auvergne et ses élus ont organisé une journée gratuite « Quand une pause s'impose : prends ton temps » aux centres socioculturels de Saignes et d'Ydes. L'après-midi, une quinzaine d'ateliers participatifs ont été animés par la Maison sport santé nord Cantal, les services de santé-sécurité au travail et d'action sanitaire et sociale de la MSA. Au programme : tests de capacités physiques, sécurité de quad, réalité virtuelle, espace de parole avec une psychologue, présentation de l'association Agri-Répét et du programme Avenir en soi... Pour l'occasion, Karoll Petit, photojournaliste, est venue présenter son exposition « L'agriculture est la base de la culture ». Le soir, le théâtre d'illustration avec la compagnie La Belle chute a permis de libérer la parole et d'ouvrir le débat sur la question du mal-être agricole.

5500

centenaires sont protégés en maladie au régime agricole en octobre 2023.

Côtes-d'Armor et Finistère

Accompagner les entreprises

Depuis 2018, la MSA d'Armorique réunit les moyennes et grandes entreprises de 20 salariés et plus de son territoire, à l'occasion d'un petit-déjeuner. Elle a renouvelé ce rendez-vous phare en 2023 en octobre à Saint-Brieuc (Côtes d'Armor) et Landerneau (Finistère). L'occasion, pour la soixantaine de participants, de rencontrer des services de la MSA et d'échanger en direct sur de nombreux sujets comme la déclaration sociale nominative, le maintien dans l'emploi, le temps partiel thérapeutique, l'impact de la réforme des retraites ou encore les règles d'ouverture de droits des salariés rejoignant le régime agricole.

Un garage solidaire et itinérant



Gaëlle Bertrand, administratrice de la MSA Bourgogne, a remis un chèque de 10 000 € à l'association Gren à l'occasion du lancement de son camion-atelier solidaire.

L'association Groupe recherche emplois nouveaux (Gren), située à Sainte-Colombe-sur-Seine, œuvre depuis 1993 pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi dans le nord du département de la Côte-d'Or. Déjà pourvue d'une auto-école sociale, elle souhaite développer son action en matière de mobilité avec la création d'un garage solidaire à Châtillon-sur-Seine proposant l'entretien, la réparation ainsi que la location et l'achat de véhicules à un tarif avantageux. Un camion-atelier tout équipé vient compléter l'offre en

itinérance dans un périmètre de 30 km autour la ville. Le garage solidaire ouvrira ses portes en 2024. Afin de soutenir cette action innovante, la MSA Bourgogne a remis le 27 octobre un chèque de 10 000 € à l'association, à l'occasion du lancement officiel de l'activité du camion. De plus, une convention « Mobilité solidaire rurale » permettra aux ressortissants MSA habitant la communauté de communes du Pays Châtillonnais, et dont le quotient familial est inférieur ou égal à 1 000 €, de bénéficier de l'offre de services en mobilité proposée par Gren à un tarif réduit.

Picardie

Bien dans mes baskets



Les élèves du lycée agricole de Cottenchy, dans la Somme, ont participé en septembre à un atelier sur la vie affective et sexuelle.

Face à l'augmentation des troubles anxieux et suicidaires chez les jeunes, la MSA de Picardie a construit l'action « Bien dans ma tête, bien dans mes

baskets », en partenariat avec l'agence régionale de santé, les centres sociaux, les maisons familiales rurales (MFR), les maisons des adolescents ainsi que les élus MSA. Elle permet d'accompagner les jeunes, leurs parents et les professionnels en développant leurs compétences psychosociales.

Lancée en 2022, elle s'est déployée cette année à grande échelle : 21 ateliers ont eu lieu sur tout le territoire et continueront en 2024. Objectifs : donner des clefs pour reconnaître et évaluer les facteurs qui influencent les attitudes et les comportements. À l'aide d'un catalogue, les établissements scolaires, MFR et centres sociaux ruraux peuvent choisir différents modules, dont plusieurs sur le harcèlement.

Le trophée des pompiers

Le 7 novembre, le troisième club des partenaires du Service départemental d'incendie et de secours de l'Oise (SDIS 60) a réuni, à Compiègne, environ 80 personnes de Groupama, de la Confédération des petites et moyennes entreprises, de la MSA Picardie, de la Chambre de commerce et d'industrie et du Rotary Club de Noyon. À l'occasion de cette manifestation, le SDIS 60 a organisé une cérémonie de remise d'un trophée d'exception. Une récompense attribuée à la MSA Picardie qui met en lumière son engagement auprès des pompiers du département, notamment sur le travail relatif aux départs de feux de moisson ou la formation de 16 pompiers et 3 vétérinaires à l'approche comportementale et à la manipulation des bovins et chevaux par le service de santé-sécurité au travail.

Rhône

À cheval sur la prévention

Lors du salon Équita Lyon qui s'est tenu du 1^{er} au 5 novembre, les services de santé et sécurité au travail des quatre MSA de la région Auvergne-Rhône-Alpes ont sensibilisé les acteurs de la filière et les professionnels équins aux bienfaits de la prévention lors du travail avec le cheval, de la préparation du cavalier ou encore à travers les enjeux liés à la conception des écuries de demain. Plus de 800 visiteurs ont été accueillis sur le stand dédié et lors d'ateliers pratiques. Ils ont également trouvé des réponses à leurs questions lors d'une conférence consacrée à la gestion du fumier en centre équestre, une activité quotidienne contraignante au niveau postural qui est source de pénibilité. Par ailleurs, Karim Laghouag, champion olympique de concours complet d'équitation, et Guy Bessat, son préparateur physique, ont abordé les bénéfices d'une bonne préparation physique et mentale pour le cavalier.

Anciens et jeunes sur la même longueur d'onde

La crise sanitaire a accentué l'isolement des personnages âgés. L'arrêt des activités et le confinement ont été pour elles synonymes de relations familiales modifiées, de lien social rompu et de solitude. Face à ce constat, les associations Animation entre Bès et Truyère, située à Maurines, et Intergénération Caldaguès Aubrac, de Chaudes-Aigues, en partenariat avec le service social de la MSA Auvergne, ont créé un événement réunissant jeunes et seniors. Objectifs : développer une action solidaire et citoyenne en associant les habitants et les partenaires du secteur, faire évoluer le regard porté sur les personnes âgées, toucher et mobiliser les plus isolées, favoriser le lien intergénérationnel, partager un moment convivial et faire découvrir aux plus jeunes l'école et les jeux d'autrefois. C'est ainsi qu'est née l'idée d'une journée Intergénérationnelle intitulée *Voyage dans le temps* à laquelle l'école primaire et le collège du territoire étaient partie prenante.



© MSA Auvergne

Pour que cette action soit profitable à un maximum de monde, les élus MSA du territoire ont su mobiliser les personnes âgées les plus isolées. « *Je me suis remémoré mon enfance !* », assure Paulette Chevarin, ici avec Thierry Mouliade.

Après un premier succès en octobre 2022, une nouvelle édition a eu lieu le 20 octobre dernier à Chaudes-Aigues. Anciennes et jeunes générations se sont à nouveau retrouvées en participant à des ateliers d'écriture à la plume, de jeux anciens en bois, d'origami et d'apprentissage de la langue occitane.

Pas-de-Calais

Solidarité et nutrition



© DR

Le secret pour resserrer les liens entre générations ? Des aliments sains, une bonne recette et surtout du partage !

Le 15 novembre, vingt personnes en situation de précarité se sont retrouvées à la Marpa de Saulty. Elles ont participé à un atelier animé par une diététicienne sur l'importance d'une alimentation saine et équilibrée en utilisant des produits frais. Un second temps les a menées en cuisine où, avec les résidents, ils ont élaboré un

repas, grâce aux produits issus de dons de producteurs locaux, qu'ils ont ensuite partagé tous ensemble. Cette action intergénérationnelle de solidarité sur le thème du plaisir autour de la table a été organisée par la fédération des Marpa, la MSA Nord-Pas de Calais, Solaal Hauts-de-France et l'épicerie solidaire Demain.

Calvados et Manche

Stop aux déserts médicaux



© MSA Côtes Normandes

50 étudiants ont participé à l'Éduc'tour organisé avec le pôle de santé libéral et ambulatoire de Carentan-les-Marais, le pôle de santé de l'Abbaye à Saint-Pierre-en-Auge (photo), l'Université de Caen Normandie et de nombreux partenaires locaux.

Avec un taux de 73,44 médecins généralistes pour 100 000 habitants, la Normandie est la troisième région de France la moins bien dotée. Afin de lutter contre le phénomène, la MSA Côtes Normandes a organisé avec ses partenaires la deuxième édition de l'Éduc'tour. Destiné aux étudiants de dernière année en santé et social, en lien avec les instituts de formation (médecine, pharmacie, infirmière, sage-femme, masseur-kinésithérapeute, podologue et dentaire, et de l'institut d'administration des entreprises), il vise à faire découvrir

la diversité de l'exercice professionnel en milieu rural et à promouvoir la pratique coordonnée en santé.

Un séminaire interprofessionnel a d'abord réuni 50 étudiants, les 28 et 29 septembre, à l'université de Caen Normandie, avant deux journées en immersion.

Le 6 octobre au pôle de santé de Saint-Pierre-en-Auge, dans le Calvados, et le 13 octobre à celui de Carentan-les-Marais, dans la Manche, où ils ont pu rencontrer les acteurs du territoire et découvrir leur projet de santé.

Lot-et-Garonne

Aux petits soins des pruniers



© MSA Dordogne, Lot et Garonne

Dans la nacelle, Cyril, formateur, entouré de jeunes apprentis, explique l'importance d'être à la bonne hauteur afin de ne pas avoir à courber le dos.

Le service de prévention des risques professionnels de la MSA Dordogne, Lot et Garonne, le bureau interprofessionnel du pruneau et l'union des pruniculteurs individuels ont mis en œuvre une étude afin d'améliorer les conditions de travail lors de la taille des pruniers.

Avec plus de 10 000 coups de sécateur par jour en pleine saison, les conséquences physiques peuvent se faire sentir. Ce travail a été analysé de A à Z dans quatre exploitations par le cabinet In Situ ergonomie. Une présentation

des résultats a eu lieu le 8 novembre au lycée agricole de Sainte-Livrade-sur-Lot en présence d'une cinquantaine de personnes.

Position du sécateur, amélioration de la posture, utilisation et hauteur de la nacelle... après la restitution, une mise en pratique – analysée par les ergonomes – par un groupe de tailleurs en formation a eu lieu dans le verger attendant à l'établissement, ainsi que des ateliers sur l'affûtage et l'affilage, les équipements de sécurité et le matériel de coupe.

AGENDA

Avignon

Cheval Passion

Du 17 au 21 janvier

Le festival équestre accueille au parc des expositions un millier de chevaux, un salon de 250 exposants, de nombreuses animations et, année olympique oblige, des rencontres sportives de haut-niveau (concours de saut d'obstacles de poney et d'équitation de travail).

cheval-passion.com

Angers

Sival

Du 16 au 18 janvier

La 37^e édition du salon international des productions végétales spécialisées se tient au parc des expositions d'Angers avec pour fil rouge l'attractivité des filières et la durabilité des productions : 700 exposants et 26 000 visiteurs sont attendus.

sival-angers.com

Paris

Salon international de l'agriculture

Du 24 février au 03 mars



© P. Parquet/SIA2024

Pour sa 60^e édition, le Salon de l'agriculture sort le grand jeu, en hommage à son histoire et tourné vers l'avenir. Égérie 2024, Oreillette, 5 ans, quitte ses prairies normandes pour huit jours de fête de l'agriculture française.

À l'occasion, le salon lance la première édition de SIA'Pro, trois jours réservés aux professionnels les 25, 26 et 27 février. Consultations d'experts, ateliers pratiques, conférences, ou encore présentations de matériels... de nombreuses animations dédiées aux acteurs de la filière se tiendront au pavillon 7.2.

salon-agriculture.com

Francis Merlaud, élu MSA et président de l'échelon local Charente Limousine, et Marie-Pierre Tricard, accompagnatrice socioprofessionnelle du chantier d'insertion du centre intercommunal d'action sociale de Charente Limousine, coordinatrice du dispositif « Bois pour tous ».



Charente | 7 novembre

Du bois pour tous

Une distribution de bûches a eu lieu le 7 novembre à Lésignac-Durand, en Charente, pour les bénéficiaires de l'opération « Bois pour tous ». Pilotée par la communauté de communes de Charente Limousine par le biais de son chantier d'insertion, cette action de solidarité lancée il y a 10 ans consiste à fournir quatre stères de bois à 20 euros l'unité. Elle bénéficie cette année à 50 foyers en situation de précarité énergétique. Depuis 2018, la MSA des Charentes apporte un soutien financier et aide le chantier d'insertion à se fournir en bois. En novembre, les délégués du territoire ont également aidé à son transport jusqu'au domicile des familles ne disposant pas de remorques ou de véhicules adaptés.

L'adjudant-chef Jérémy Racine (à gauche) dirige la brigade de La Capelle, située dans l'Aisne, appartenant à un groupement de trois brigades, piloté par le major Copain.



Sécuriser, rassurer, prévenir

Les gendarmes au contact des populations

D'ici à 2027, 239 brigades de gendarmerie vont être créées en zone rurale : 93 fixes et 146 mobiles. Le chef de l'État l'a annoncé en octobre dernier et a dévoilé la carte de leurs implantations par département.

Au total, 2 144 gendarmes vont être recrutés pour assurer la sécurité publique et rassurer les populations. Rencontre avec l'unité de gendarmerie du canton de La Capelle, dans l'Aisne, en Hauts-de-France.

3049



**brigades sont implantées
actuellement en zones rurales
et périurbaines en France.**

« *J'aime mon métier.* » Il ne faut pas s'attendre à d'autres épanchements de la part de l'adjudant-chef Jérémy Racine, qui parle de son travail de gendarme comme d'une passion. Ce militaire originaire de Saint-Quentin, dans l'Aisne, ne compte pas ses heures pour mener à bien ses missions de maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans la parcelle du territoire qui lui a été confiée, située sur le canton de La Capelle, une commune rurale d'environ 2 000 habitants. L'homme d'un naturel réservé devient intarissable lorsqu'il s'agit d'évoquer sa brigade et son territoire. « *Ici, rappelle-t-il, nous sommes en unité territoriale. Premier maillon de la chaîne, nous sommes vraiment ancrés sur le secteur.* »

Prendre le pouls d'un territoire

La brigade de La Capelle qu'il commande comprend cinq sous-officiers et deux gendarmes adjoints volontaires. Jérémy Racine a lui-même démarré sa carrière en intégrant en 2004 le corps des volontaires de la gendarmerie de l'Oise avant de monter en grade. « *Je suis ainsi arrivé sous-officier en Thiérache. Ma première unité a été Sains-Richamont qui fait partie de la communauté de brigades regroupant La Capelle et Le Nouvion-en-Thiérache. J'ai exercé mes fonctions dans ces trois unités. Chacune couvre plusieurs communes ou bourgs.* » C'est sur ce principe de poupées russes que se déploie le maillage territorial de la gendarmerie nationale, avec à chaque fois d'autres brigades regroupées – ou pas – en communautés, placées sous la responsabilité d'un sous-officier ou d'un officier.

La bonne connaissance de cette partie de l'Aisne aide l'adjudant-chef dans ses fonctions. « *Nos missions reposent sur de la polyvalence complète. Elles sont diverses. Cela va de l'accueil du public à de la prévention. Dans nos patrouilles sur roues, nous allons au contact des gens. Quand il faut intervenir, nous intervenons. La mission de renseignement est importante pour nous parce qu'il faut le recueillir, le centraliser et l'analyser. C'est une grande partie de notre activité. Grâce à cette collecte, nous parvenons à anticiper certaines situations. En même temps, le contact instaure un climat de confiance. Les personnes que nous allons rencontrer nous identifient. Nous les identifions aussi. L'échange en est ensuite facilité.* »

Savoir prendre le pouls d'un territoire, c'est peut-être d'abord ça l'expertise du gendarme. En parvenant à en appréhender ses battements, il se donne le pouvoir d'agir et intervenir à temps, en amont même de l'accomplissement de tout délit ou violence. « *Quotidiennement, nous allons à la rencontre de toute la population, des chefs d'entreprise, des élus, des artisans, des exploitants agricoles. Sur un contrôle routier par exemple, lorsque nous nouons le contact, nous pouvons être amenés à recueillir du renseignement. Nous n'exerçons pas uniquement une mission de répression.* »



© Fatima Souab/Les Bimsa

Stéphane Dublanche,
capitaine, commandant de la compagnie
de gendarmerie de Vervins.



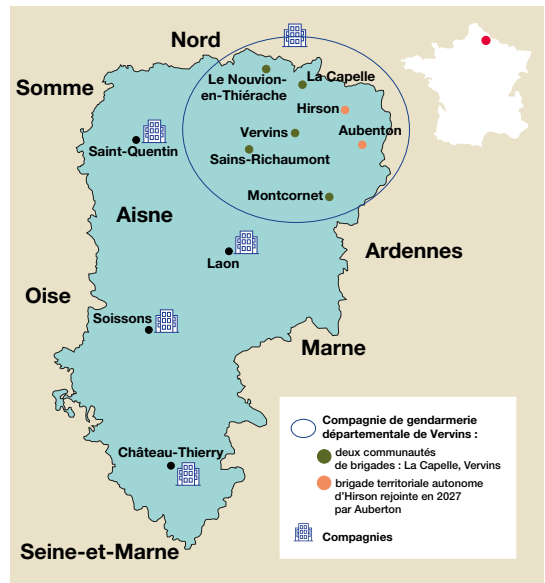
La brigade de gendarmerie, selon sa taille, sert à assurer la sécurité d'un territoire, comprenant 5, 10, 15, 20 communes. Le but est d'y insérer toute la sécurité publique générale, c'est-à-dire à la fois le contrôle des flux et des voies de communication, la lutte contre la délinquance, la prévention et le contact qui est l'ADN de la gendarmerie puisque nous avons plus de huit siècles d'histoire. Au niveau des brigades rurales, la particularité est d'agir sur un territoire assez vaste, avec une population moins dense que sur les zones urbaines mais avec beaucoup de contacts. Il faut établir du lien, être présent. La population souhaite nous voir régulièrement. Pour cela, le commandant de brigade détermine son service la veille au soir et oriente ses patrouilles vers des missions de prévention avec du recueil de renseignements et du contact. Mais celles-ci sont soumises à l'évolution de la journée puisque l'événement crée l'intervention et l'intervention crée la mission. C'est ce qui fait la richesse du métier de gendarme. Aucune journée ne ressemble. Au-delà de ça, on peut ajouter l'impact du climat, avec des conséquences comme des inondations. Si les tempêtes sont moins violentes que sur la côte, nous gérons des chutes d'arbres. Dès 7 heures, nous nous assurons que les voies de communication sont libres pour permettre aux gens d'aller travailler tranquillement. Le but, est que les citoyens puissent vivre dans la sérénité et en sécurité.

TERRITOIRES



L'adjudant-chef Racine (à droite) arbore au bras un écusson brodé représentant le blason des Hauts-de-France. Sur l'épaule figure le galon de son grade. Ici, il discute avec son commandant de compagnie Stéphane Dublanche.

Dans le département de l'Aisne, il y a cinq compagnies : Saint-Quentin, Vervins, Laon, Soissons et Château-Thierry.



Photos : Fatima Souab/Le Bimsa

La compagnie de gendarmerie départementale de Vervins, placée sous l'autorité du commandant de compagnie Stéphane Dublanche, rassemble la communauté de brigades de La Capelle (La Capelle, Le Nouvion-en-Thiérache et Sains-Richaumont), celle de Vervins (Vervins et Montcornet) et la brigade territoriale autonome d'Hirson rejointe en 2027 par Auberton. Elle comprend aussi une brigade de recherche et un peloton de surveillance et d'intervention.

Interview

Colonelle Marie-Laure Pezant, porte-parole de la gendarmerie nationale



En quoi le redéploiement de gendarmes répond-il à la notion de service public ?

Il répond aux besoins exprimés par les populations et par les élus. Le rapport des députés Jean-Michel Fauvergue et Alice Thourot de 2018 mettait le déjà doigt sur un besoin de proximité dans certains territoires. Les habitants avaient l'impression qu'il y avait moins de liens, de contacts et pas suffisamment de présence des gendarmes. Ce constat est arrivé à un moment où un certain nombre de services publics avaient quitté les zones rurales. L'idée s'est fait jour de renforcer les territoires par la création

de nouvelles brigades qui permettraient aux gendarmes d'être au plus près de la population et de répondre aux attentes des élus : 239 brigades seront créées d'ici 2027. Cela signifie des effectifs supplémentaires de gendarmes pour venir armer ces nouvelles unités : 2 144 gendarmes vont être recrutés. Chaque année seront créées entre 30 et 50 unités pour atteindre notre objectif de 2027.

Cela implique-t-il de nouvelles formations ?

Ce n'est pas à mettre en lien avec la création de ces unités. Des gendarmes sont recrutés et formés chaque année. La formation initiale généraliste peut être complétée par des spécialisations. Par exemple, on a déjà 3 500 gendarmes formés sur les atteintes à l'environnement et 10 000 spécialistes en cybersécurité. Nous possédons déjà les compétences. Maintenant l'objectif est de pouvoir créer

ces unités et d'y affecter les gendarmes qui correspondent aux besoins exprimés localement.

La délinquance est-elle en hausse dans les zones rurales ?

Certaines formes de délinquance évoluent, comme le trafic de stupéfiants. Certains trafiquants pensent se mettre à l'abri en territoire rural. Sauf que dans ces zones, les gens se connaissent bien. La personne attire vite l'attention. On a aussi des formes de culture de cannabis « indoor » qui se répandent. Les gens le cultivent dans des maisons.

Et les atteintes aux personnes ?

Elles sont diverses en zone rurale et les gendarmes luttent contre en tout point du territoire. Outre les violences intrafamiliales qui représente une part importante de ces atteintes, on observe un phénomène croissant d'agression envers les élus. Ceux-ci sont en première ligne parce qu'ils ont des équipes municipales moins dimensionnées qu'en ville.

12 000

gendarmes ont été recrutés en 2023 en France.



Pourquoi gendarme et pas policier ? La réponse de l'adjudant-chef Racine fuse, spontanée : « C'était un choix. Le statut militaire me convenait. Et j'ai grandi en milieu rural, je voyais souvent les gendarmes. C'est tout simplement que je me suis identifié à eux. Je me suis engagé et je ne l'ai pas regretté. Avec les policiers, nous avons les mêmes missions en droits, en devoirs et en prérogatives. »

Un statut militaire

Le statut militaire l'oblige à vivre en caserne, tout près de la gendarmerie. « Nous avons un logement concédé par nécessité absolue de service, c'est-à-dire qu'on doit y vivre quand on est en service d'astreinte ou de permanence. Donc la famille s'y installe. Avec les mutations, elle suit aussi. » Le sous-officier n'y voit aucun inconvénient. Loin de là. La contrainte fait partie de l'engagement. Elle contribue à la cohésion de l'équipe. Automatiquement, elle influe sur le travail. « En vivant dans un casernement, on a un esprit de corps. Il est plus fort que celui de nos camarades de la police qui travaillent dans un commissariat mais vivent à l'extérieur. »

Ce collectif est précieux dans la lutte contre la délinquance et face aux aléas qui rendent le service de tout gendarme imprévisible. « Les journées ne sont jamais les mêmes. On ne sait pas ce qui va se passer. On ne travaille pas par habitude parce que l'activité est multiple et évolue par rapport aux événements du jour. Lorsqu'on commence le service, on ne sait jamais à quelle heure on finit. » Il n'y a donc pas de place ni pour l'ennui ni pour la routine.

L'abnégation. Le sens du devoir. L'engagement. Tout cela transpire dans le témoignage de l'adjudant-chef Racine. Souffre-t-il d'un manque d'effectifs ? « Toutes nos missions sont remplies. Les sollicitations trouvent réponse. Les liens avec les populations, les responsables politiques et le parquet sont étroits », lâche-t-il, très sobrement. Tout juste concède-t-il que cela ne ferait pas de mal à son équipe et lui de bénéficier de renforts.

Cette question-là se joue à l'échelon de la compagnie qui rassemble deux communautés de brigades dont fait partie celle de l'adjudant-chef (voir carte page 10) et une brigade autonome sur l'arrondissement de Vervins. C'est le capitaine Stéphane Dublanche qui la dirige (lire témoignage en page 9). Il annonce la création d'une brigade fixe à Aubenton dans le cadre de la mesure nationale visant à en créer de nouvelles sur tout le territoire national. « Elle fonctionnera avec celle d'Hirson jusque-là seule, confie-t-il. C'est positif. Cela équivaut à un accroissement de personnels. La compagnie passera de 96 à 106 militaires. C'est bénéfique car la mission qui nous est donnée, c'est d'être sur le terrain, au contact de la population. Plus on est présents, plus les gens sont rassurés, plus ils communiquent avec nous. Plus on peut échanger, plus on peut prévenir, détecter le délinquant et l'intercepter en amont. »

■ Fatima Souab



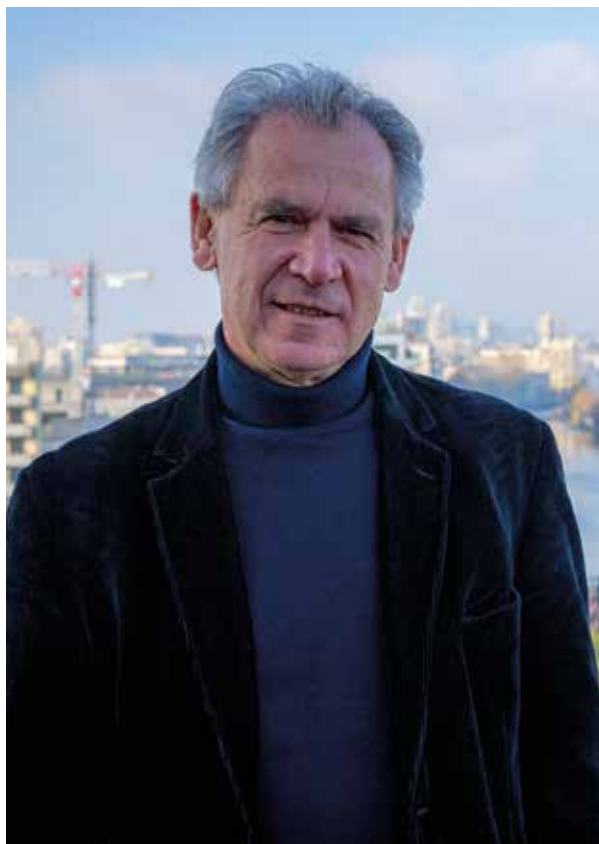
© Fatima Souab/Le Bimsa

Alain Compère, agriculteur et maire d'Esquéhéries.



Je suis agriculteur sur une petite exploitation de 47 hectares, éleveur principalement. Et je suis maire depuis 2008 d'Esquéhéries, une commune de 900 habitants. J'ai pris la relève derrière mon père. En matière d'insécurité, en tant qu'agriculteur, je constate qu'il y a beaucoup plus de vols que par les temps passés. Aujourd'hui les fermes sont visitées. Ce qui intéresse surtout, c'est le carburant. Les voleurs prennent jusqu'à 1 000 litres de gazole non-routier (GNR) d'un coup. Mon frère, également exploitant, a été touché par le phénomène 3 ou 4 fois. À chaque fois le carburant, le petit matériel, notamment les tronçonneuses à bois et les disques, ont été visés. Ces outils se revendent bien dans les brocantes ou sur Internet. J'ai des moutons qui disparaissent de temps en temps dans mes pâtures. Pour moi, ce sont de petits délits, on n'y fait plus attention. En tant que maire, j'observe que les relations sont devenues plus violentes après le Covid. Les mentalités ont changé. Les gens se sont repliés sur eux-mêmes. Le relationnel n'est plus le même. Ceux qui venaient nous voir en permanence avant 2020, amis ou pas, nous serraient la main en entrant dans le bureau. Maintenant plus personne ne le fait. Ils restent sur le pas de la porte à distance et ils lancent des insultes. Je les laisse s'exprimer. On sent que c'est plus méchant qu'avant. Autrefois lorsque les gendarmes me sollicitaient à propos d'un conflit de voisinage, je réussissais à faire faire un pas à chacun. Là ce n'est plus le cas. Les personnes restent campées sur leur position. On a l'impression de ne plus servir à rien.

Contribuer à la cohésion du pays



© Frédéric Fromentini/Le Bimsa

« J'ai de nombreux souvenirs de terrain mais je me rappelle avec émotion de la fierté des équipes d'une caisse à l'issue d'une soirée contre le cancer du sein qui a réuni une centaine de personnes à Espalion en Aveyron. Ce sont des actions comme celles-là qui font vivre notre réseau mais aussi les espaces ruraux. »

François-Emmanuel Blanc quittera la direction générale de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole début 2024. Le futur ancien directeur général du deuxième régime de sécurité sociale français fait le bilan de six années passées à la tête du régime agricole en nous livrant au passage quelques éléments plus intimes de son parcours.

■ Vous avez parcouru des milliers de kilomètres à travers la France, comment l'avez-vous vu évoluer ?

La dynamique de fond qui structure l'évolution du pays est toujours en cours avec les caractéristiques que l'on connaît : le sentiment de délaissement d'un certain nombre de zones rurales et une fragmentation de la société très bien décrite par des géographes et des sociologues contemporains. Face à ce constat, on observe également la mise en place de décisions au cœur de l'action publique qui visent à réparer les territoires, décisions auxquelles la MSA prend toute sa part. L'agriculture a entamé sa transition agroécologique et la contribution centrale des agriculteurs à la sou-

veraineté alimentaire, comme à l'entretien des paysages, est maintenant reconnue. On vérifie également l'émergence de problématiques liées à la néo-ruralité qui s'est accélérée après la crise du Covid-19.

Cette nouvelle réalité suppose que les aménagements liés aux territoires ruraux soient adaptés de manière beaucoup plus rapide. J'ai pu également constater la prévalence des préoccupations de l'accès aux soins pour les populations que nous gérons et l'importance de continuer à investir dans les services de santé de proximité, comme nous avons réussi à le faire pour la santé mentale au titre de la lutte contre le mal-être des populations agricoles. J'ai également été frappé par l'importance des crises que traverse le monde agricole et leur récurrence. Elles sont d'ordre climatique, économique mais aussi hélas moral avec parfois un agribashing choquant qui n'est ni acceptable, ni même compréhensible.

Je crois que ces six dernières années témoignent parfaitement du caractère stratégique de l'agriculture et des territoires ruraux pour le pays. Sans le bien-être des populations agricoles, auquel nous contribuons, comment en effet réussir à créer une agriculture souveraine et continuer à faire de nos campagnes des espaces de vie au service de l'ensemble de la population française, notamment celle qui y vit, travaille, élève les enfants ou passe sa retraite ?

■ Comment va le régime agricole aujourd'hui ?

Nous avons réussi à préserver l'essentiel sur le plan de nos moyens dans le cadre de la dernière négociation de la convention d'objectifs et de gestion [NDLR : document qui contractualise la délégation de gestion du service public de la sécurité sociale à la MSA par l'État], pour contribuer à préparer son avenir de manière très structurée à travers son ambition stratégique : MSA 2025 et demain MSA 2030. Globalement, on peut dire que le régime agricole n'a pas été affaibli, loin de là, ces dernières années. Notre place au sein du concert des organismes de protection sociale n'est pas contestée.

Nous sommes même, à bien des égards, force de propositions pour l'avenir de la sécurité sociale toute entière, en valorisant ce qui nous est envié dans l'action publique générale, mais aussi dans le monde de la protection sociale : notre démocratie très active, notre service global à la personne au travers du guichet unique et, enfin, notre proximité géographique jusqu'au dernier kilomètre, à travers nos élus, nos implantations et nos salariés, ainsi que les projets auxquels nous participons.

■ Quels sont les grands enjeux à moyen et long terme pour la MSA ?

Ce qui me paraît le plus important est la poursuite des actions de mise en cohérence du régime autour de son plan stratégique. À ce titre, l'enjeu permanent est celui de la qualité et d'une certaine homogénéisation du service sur tous les territoires. Ce qui ne veut pas dire uniformité. Et donc, une consolidation durable de notre capacité à contribuer à

la réparation des territoires ruraux dans leur ensemble. Il est essentiel que la solidarité des acteurs du régime continue de se renforcer autour d'objectifs partagés et portés sur chacune des portions du territoire national par les équipes dirigeantes, les élus et les salariés de chacune de nos caisses locales.

À défaut, la plus grande force du régime, qui est sa décentralisation, pourrait devenir sa plus grande faiblesse et mettre en péril tout l'acquis des constructions antérieures. La MSA doit pouvoir continuer à valoriser l'existence de plusieurs opérateurs au service d'un régime universel de protection sociale, en démontrant ainsi leur plus grande capacité à contribuer à la cohésion sociale et territoriale qu'un opérateur unique qui relève d'une dangereuse vue de l'esprit aux antipodes de la réalité du pays.

■ En quoi le modèle démocratique de la MSA est-il un atout ?

La MSA est, d'une certaine manière, la dépositaire du trésor initial de la conception française de la protection sociale : sa gestion par les intéressés eux-mêmes. Et c'est la raison pour laquelle elle se doit être exemplaire. Au moment où toute l'action publique recherche un surcroît de concertation à travers, par exemple, le Conseil national de la refondation (CNR) et les démarches participatives diverses et variées dans tous les domaines de l'action publique, on peut dire que, depuis l'origine, la MSA permet, grâce à ses élus, la prise en compte de la réalité des territoires et des besoins des populations. Son modèle électif permet d'ajuster le service rendu. On peut citer par exemple les micro-crèches en territoire rural : auraient-elles existé sans les élus ? Les structures de répit pour aidants auraient-elles vu le jour sans eux, tout comme les Maisons d'accueil et de résidence pour l'autonomie (Marpa) qui permettent aux aînés de continuer à vivre en zone rurale dans des structures à taille humaine ? Les ajustements au millimètre des prises en charge de cotisations en cas de crise agricole pourraient-ils se mettre en place de manière efficace et adaptée ? Les orientations de l'Agenda rural ou de France ruralité [deux programmes de l'État] auraient-elles eu la même saveur, la même substance, sans la contribution de notre réseau d'élus ? Aurions-nous pu parler avec autant de force et de détermination aux Premiers ministres successifs, aux ministres de tutelle ainsi qu'au président de la République sans l'existence de cette démocratie continue, effective et institutionnelle ?

■ Cette question peut paraître triviale, mais est-ce que c'était bien ?

La réponse est oui ! Un grand oui ! Avec Pascal Cormery, le président de la CCMSA, et Thierry Manten, le premier vice-président, nous avons formé un trinôme d'une exceptionnelle qualité. J'ai aussi eu la chance de pouvoir constituer une équipe de direction rapprochée qui est une véritable *dream team*. Elle m'a permis de jouer pleinement mon rôle et de travailler comme interface opérationnelle du régime agricole avec les pouvoirs publics, nos ministères de tutelle et les ministères d'intérêts directs, la Première ministre et son cabinet, et la présidence de la République et bien sûr nos collègues des organisations professionnelles agricoles.

De la même manière, je suis satisfait d'avoir pu contribuer à la poursuite de la professionnalisation du pilotage du réseau des caisses, ainsi qu'à la construction d'une stratégie d'affaires publiques aujourd'hui plus structurée.

Globalement, je suis heureux d'avoir pu mobiliser au

service de la MSA toute mon expérience antérieure du privé, de l'État, et du régime général. Et je suis fier d'avoir pu continuer l'œuvre de mes prédécesseurs en contribuant à améliorer les choses au bénéfice de nos adhérents et du pays. Je n'oublie pas l'adage selon lequel, certes, nous héritons nos missions de nos prédécesseurs, mais que, surtout, nous les empruntons à nos successeurs. Et j'espère donc qu'en regardant en arrière d'ici quelques années, ceux qui viendront pourront considérer que nous n'avons pas démerité.

■ Propos recueillis par **Alexandre Roger**

On se dit presque tout

Qu'est-ce qui vous donne envie de vous lever le matin ?

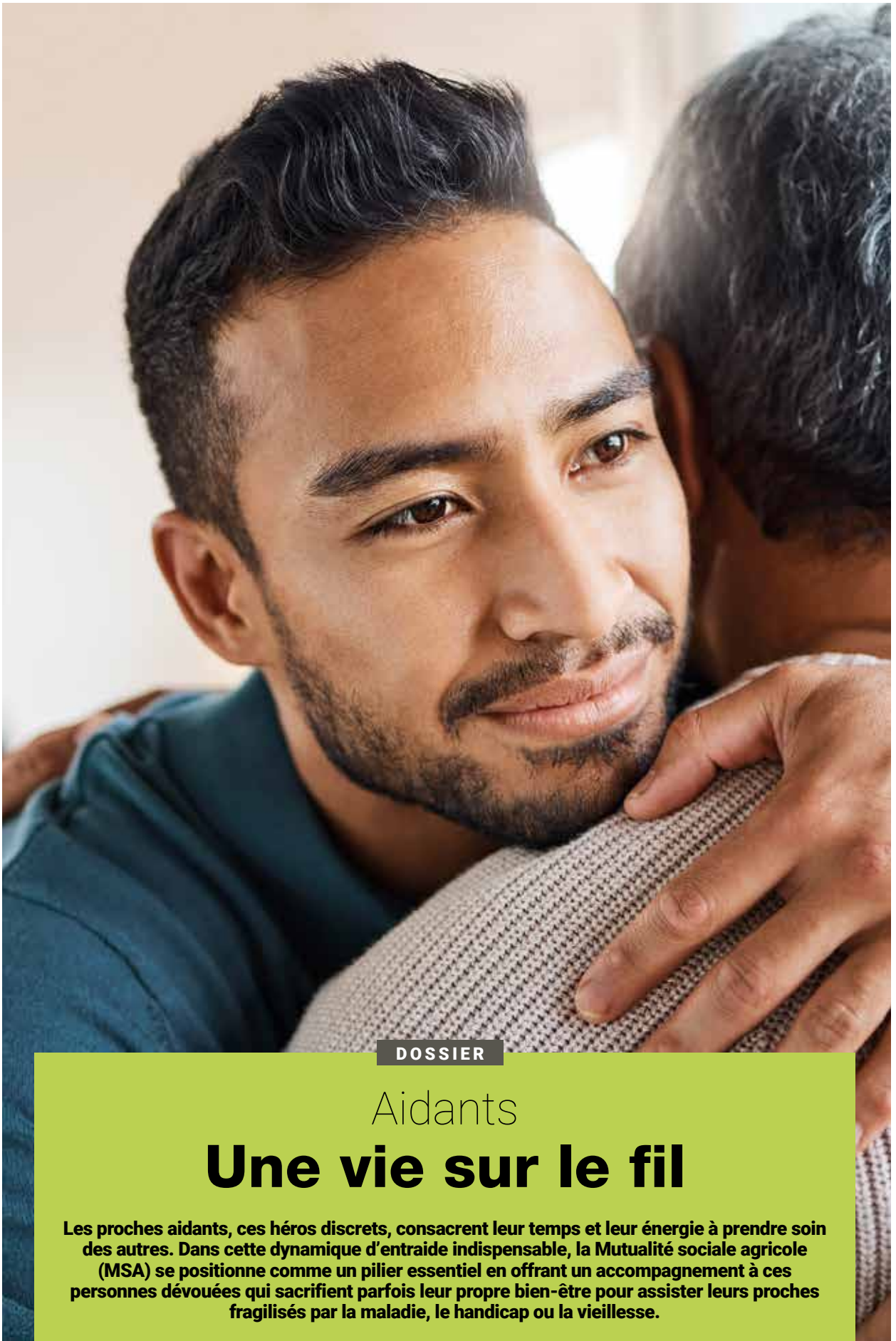
L'énergie, le plaisir d'affronter de nouveaux défis et la joie de l'aube tout simplement. J'ai pris l'habitude depuis tout jeune de me lever tôt, souvent à 4 heures et en général à 5 h 30 du matin, pour travailler. J'ai horreur de rester au lit. Et parce que le cerveau travaille en profondeur la nuit, c'est un moment où, dès le réveil, j'écris et je structure ma pensée.

Que sont devenus vos rêves d'enfant ?

Alors d'abord, je tiens à dire que j'ai toujours des rêves mais, quand j'étais enfant, je voulais être facteur. Je trouvais ce métier formidable. Je les envoyais beaucoup parce qu'ils se déplaçaient entre les maisons et apportaient les lettres, les journaux et les colis aux gens mais aussi les télégrammes qui étaient en somme les SMS (!) de l'époque. Je ne sais pas s'il y a un lien entre ce que j'ai fait dans ma vie et cela !

Une personnalité ou personne que vous admirez ?

Quelqu'un que j'admire vraiment, c'est le grand-père de mon grand-père en ligne paternelle directe. Ce n'était pas une personnalité publique. Il a été abandonné à la naissance aux Hospices de Marseille. Parmi mes 16 aïeux de son rang (nous sommes au premier quart du XIX^e siècle), c'est le seul dont je porte le prénom : il s'appelait François. Il a été placé dans deux familles d'accueil successives, des petits paysans installés dans les Alpes-de-Haute-Provence, à l'époque le département le plus pauvre de France. C'est un gamin qui a survécu à des conditions de vie extrêmement rudes et qui a commencé à travailler dès l'âge de 7 ans. Il s'est marié avec une jeune femme, Madeleine, d'une ferme du col du Négron dans la chaîne de Lure et a eu 4 enfants. Il a été un paysan sans terre. Je suis très fier de lui. Quand en 2005 j'ai été nommé directeur général de la caisse primaire centrale d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à lui et à l'importance de soutenir les personnes les plus fragiles, et qu'il n'y a pas de hasard : travailler dans la solidarité et la santé à Marseille avait vraiment du sens. Je ne l'ai encore jamais dit, mais c'est la raison pour laquelle j'avais choisi « *du côté de la santé, du côté de la solidarité* » comme signature du projet d'entreprise de la caisse de Marseille. Et que mon identifiant sur X (ex-Twitter) est, depuis, «@santesolidarite».



DOSSIER

Aidants

Une vie sur le fil

Les proches aidants, ces héros discrets, consacrent leur temps et leur énergie à prendre soin des autres. Dans cette dynamique d'entraide indispensable, la Mutualité sociale agricole (MSA) se positionne comme un pilier essentiel en offrant un accompagnement à ces personnes dévouées qui sacrifient parfois leur propre bien-être pour assister leurs proches fragilisés par la maladie, le handicap ou la vieillesse.

© Peopleimages/Gettyimages/CCMSA Image

Journée cocooning

Prendre soin de soi pour aider les autres



Marie* et Robert* sont arrivés parmi les premiers dans la salle du pôle de Saint-Gatien.

Le 12 octobre dernier, une journée des aidants sur le thème du bien-être est organisée à Saint-Gatien-des-Bois, dans le Calvados, par le centre local d'information et de coordination (Clic) du pays d'Auge du nord en partenariat avec les spécialistes de la santé et les acteurs locaux. Objectifs : prendre soin des aidants toute une après-midi en leur délivrant de l'information sur les aides et les accompagnements dont ils peuvent bénéficier.

Marie*, 80 ans et Robert*, son époux, 88 ans, sont arrivés les premiers dans la salle du pôle de Saint-Gatien. C'est avec un œil neuf qu'ils participent à ce type d'événement. Le couple est inséparable. Il vient pour « voir ». Marie s'occupe de son mari tous les jours. « Je l'aide à effectuer les gestes du quotidien comme la toilette, l'alimentation ou l'habillage. Une personne m'épaule deux fois par semaine pour la douche. » Elle est ce qu'on appelle une « aidante ».

Les difficultés de Robert sont physiques. « Il peine à marcher. Ses doigts ne sont plus très souples. Il a du mal à manger. Par exemple, il faut lui couper sa viande. » Se sent-elle éreintée quelquefois par ce rôle très prenant ? Elle le concède du bout des lèvres : « Parfois je suis un peu fatiguée car les nuits sont perturbées. Il a souvent besoin de se lever. » Mais aussitôt, comme pour chasser une mauvaise pensée, elle lâche un long sourire. « Ce n'est rien », semble-t-elle laisser entendre. Entre ces deux-là perce encore une histoire d'amour.

Les proches aidants comme elle sont près de 9,3 millions en France (8,8 millions d'adultes et 0,5 million de mineurs de cinq ans ou plus) selon une enquête de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), menée en 2021. Ils apportent une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie. « Ils ont tendance à s'oublier et à passer

au second plan, après le proche aidé. Les professionnels s'en rendent bien compte, d'où le choix de la thématique de la journée », signale Mylène Vallée, la coordinatrice action gériatrique du Clic du pays d'Auge Nord, à l'origine de l'événement. Les profils venus se documenter sont soit des conjoints ou conjointes comme Marie, soit des enfants adultes d'un parent âgé. « Les échanges noués avec certains d'entre eux sont forts en émotion. Beaucoup nous remercient parce qu'ils sont contents d'être présents, de pouvoir parler, échanger avec d'autres aidants et avec des bénévoles, des associations ou des experts de la santé. Ce qui ressort de ces témoignages, c'est la possibilité qu'ils ont d'exprimer leur sentiment d'épuisement et de ne pas arriver à récupérer. Dans cet espace, aujourd'hui, ils s'autorisent à dire : "Ce n'est pas facile tous les jours." »

Tout a été prévu pour que ces anges gardiens de la vie courante puissent participer l'esprit léger aux animations. L'association locale Le Temps retrouvé, spécialisée dans l'accompagnement des personnes souffrant de troubles de la mémoire ou du comportement, est venue les relayer, s'occupant des proches aidés tout au long de l'après-midi. Entre autres ateliers concoctés pour le public aidant, la relaxation grâce au conseil d'une sophrologue, l'automassage ou la réflexologie, la cohérence cardiaque et l'olfaction, un temps de parole en compagnie d'une ergothérapeute pour apprendre à se libérer du temps pour soi. Chaque séance dure une heure.

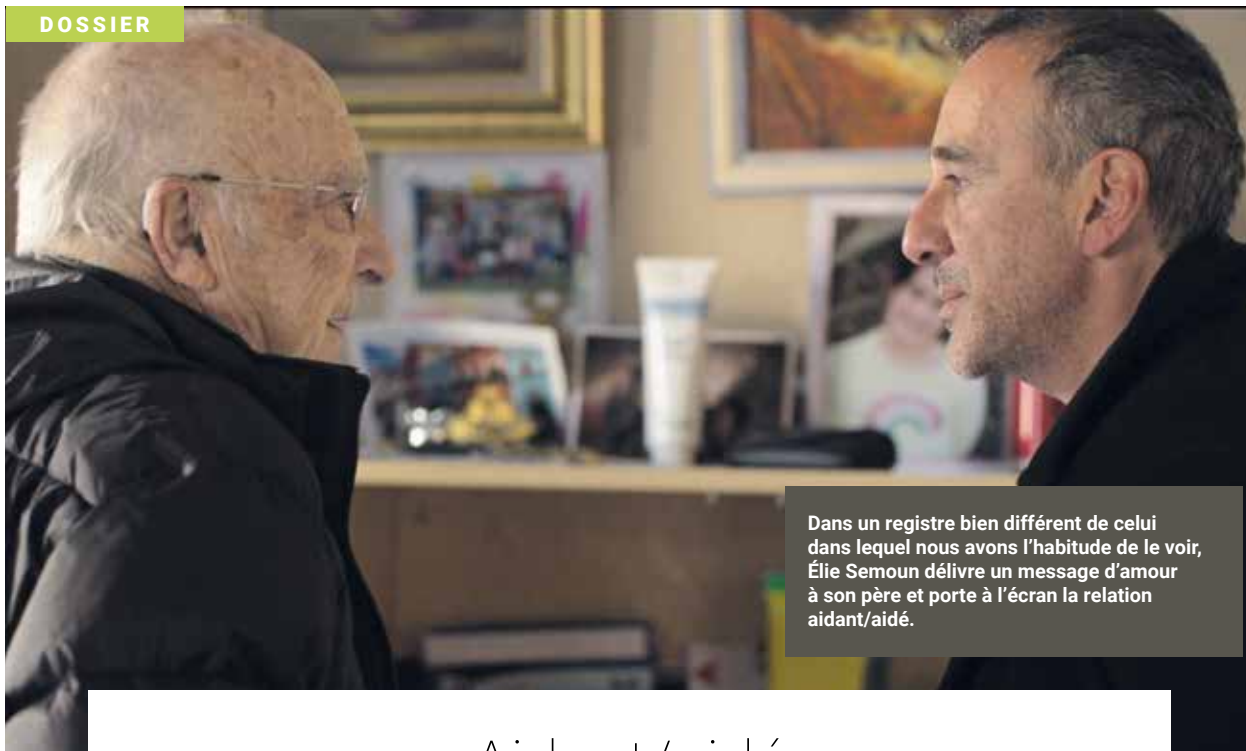
Aide au répit et remue-ménages

La MSA Côtes Normandes, venue en force montrer la palette de ses services en matière d'accompagnement des personnes âgées sur le territoire, n'a pas manqué ce rendez-vous. « Je suis là en tant qu'assistante sociale, explique Servane Pouclée, chargée des cantons du pays d'Auge Nord dont fait partie la commune de Saint-Gatien. À ce titre, j'interviens auprès des aidants, que ce soit pris individuellement ou collectivement. Je présente et explique les prestations d'action sociale. »

Avec sa collègue Audrey Culleron, animatrice territoriale, elles ont convié les visiteurs à un brainstorming ludique qui a permis de passer en revue les besoins en matière de repos et les solutions pour y accéder. Ce moment récréatif a été l'occasion de libérer la parole sur les envies d'escapades, de réconforts et de rappeler l'aide au répit proposée par le régime agricole. « Nous avons aussi offert à tous les aidants un livret détente à base de coloriage qui offre du temps pour soi, souligne Audrey Culleron, qui s'occupe aussi des élus du territoire. Les mandalas aident à se mettre dans une bulle rapidement selon le temps qu'ils peuvent s'accorder. »

■ Fatima Souab

* Les prénoms ont été changés.



Dans un registre bien différent de celui dans lequel nous avons l'habitude de le voir, Élie Semoun délivre un message d'amour à son père et porte à l'écran la relation aidant/aidé.

© Caméra Subjective

Aidant/aidé

Quand la mémoire s'emmêle

« Mon vieux », un film avec Élie Semoun, une nouvelle comédie ? Non. Pour une fois, l'acteur est là où on ne l'attend pas. Dans ce documentaire, réalisé par Marjory Déjardin en 2020, il nous propose de rentrer dans l'intimité de son quotidien avec son père, Paul, atteint d'Alzheimer. Émouvant, tendre et non dénué d'humour, ce récit plonge le spectateur au cœur de la relation, parfois compliquée, entre aidant et aidé.

Élie Semoun est une personnalité publique, il est connu, reconnu. Et pourtant...

En ce mardi d'octobre, dans la salle de cinéma du Grand Palace de Saumur, le public assiste à la projection de « Mon vieux ». Pour une fois, Élie Semoun n'y joue pas un rôle. Il est le fils de son père, pas d'un personnage, de son vrai père. Ce n'est pas une fiction, il n'y a pas de figurants. Il y a des acteurs mais de leur propre vie ou, pour être plus précis, d'un instant bien particulier de celle-ci.

Lorsque les premières images apparaissent, Paul Semoun, 87 ans, est avec son fils dans la maison de ce dernier. Nous assistons à leur échange. On y perçoit de la complicité, une certaine dose d'humour, de l'empathie de la part d'Élie qui se teinte par moment d'un sentiment diffus. De l'agacement ? De l'amertume ? De l'incompréhension ? Peut-être un peu de tout cela. D'ailleurs, il confesse rapidement que leur relation complexe est faite d'« amour/haine ». Mais avant tout, Paul est atteint de la maladie d'Alzheimer. Une maladie aussi difficile à vivre pour le malade que pour son entourage.

Une maladie où l'on « meurt deux fois ». La première fois quand on ne se souvient plus de ce qu'il s'est passé durant la nuit, quand peu à peu les souvenirs disparaissent. « Est-ce que je suis prêt à être oublié par mon père ? Non, pas du tout », confie Élie Semoun.

Dans l'urgence, face à la mémoire qui s'échappe, le

fils cherche d'abord à combler les trous du récit familial. Il veut des réponses sur sa mère, morte d'une hépatite B alors qu'il avait 11 ans. Mais Paul continue d'esquiver les questions : « Laisse-nous entre vivants. Je n'aime pas remuer le passé ».

Histoire de mémoire

À la sortie de la salle, Roselyne Besnard, présidente de la MSA Maine-et-Loire de 1999 à 2013, explique : « C'est important de comprendre que la personne atteinte par la maladie d'Alzheimer a cette conscience qu'il se passe quelque chose au niveau de ses souvenirs. Et parfois, elle peut se dire que le passé n'est pas important, parce qu'elle ne s'en souvient pas. »

Que les souvenirs s'estompent ou que la maladie devienne un refuge permettant de fuir la réalité, en filant les derniers moments passés avec son « vieux », Élie Semoun engage dès lors une sorte de thérapie. Il lui faut désormais pardonner à celui « qui a fait ce qu'il a pu ». Il lui faut accepter l'irréversible déchéance de ce père et les symptômes de la maladie. Il y a les réveils, la nuit, qui s'accompagnent d'une perte totale de repères, il y a parfois de l'agressivité envers les proches. Il y a les terribles moments de lucidité où le malade ne se reconnaît pas, se demande s'il n'est pas victime d'un dédoublement



Est-ce que je suis prêt à être oublié par mon père ? Non, pas du tout.

—
Élie Semoun

de personnalité. Dans ces instants, il accepte, s'excuse. À d'autres, il est dans le déni total de la maladie. Et puis, arrive l'heure des choix lorsque le maintien à domicile n'est plus possible. Père et fils doivent alors accepter le placement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad).

Il faut que tu respires !

« L'un des principaux intérêts de ce film est de montrer ces différentes phases et épreuves, de porter à l'écran les difficultés auxquelles font face les aidants et les malades d'Alzheimer », souligne Roselyne Besnard. Ce documentaire et le débat qui suit mettent un coup de projecteur sur le rôle de l'aidant et son rapport à l'aidé. « On voit bien que la place de l'aidant proche est importante, il connaît la personne avant de connaître le malade », décrypte Sylvie Brilleau-Humeau, psychologue. Cependant, aussi importante soit-elle, cette place peut s'avérer épuisante.

« On pense continuellement à l'autre donc on tourne un peu en rond. Moi, c'est comme ça que je l'ai vécu. Quelquefois, on a aussi l'impression qu'on est un peu difficile avec l'aidé. La maladie provoque un effet miroir. On voudrait que ce soit mieux, que ce soit différent mais ça ne l'est pas », témoigne pendant le débat une dame aidante de son conjoint. « Le mot déculpabiliser est important. Le fait de déculpabiliser, de s'autoriser à s'absenter, à déléguer, est une question de survie, physique et psychique, rassure la psychologue. Il faut remettre de la pulsion de vie dans la vie. »

Malheureusement, certains témoignages prouvent que faute d'aides ou de moyens, il peut être difficile de prendre l'air : « À cause de sa maladie, le mari d'une

amie aidante ne peut pas sortir confie une femme d'une soixantaine d'années. Cette dame voudrait bien s'oxygéner mais elle ne bénéficie que de trois heures d'aide mensuelle. Ça fait des mois qu'on lui promet une place temporaire en Ehpad pour son conjoint. Ça lui permettrait de souffler. Là, elle s'épuise ». Les quelques témoignages venant de la salle accréditent le fait que chaque personne malade est à prendre dans sa singularité ; chaque récit traite de la même chose mais jamais de la même façon.

Apporter des réponses personnalisées

Des solutions existent, des dispositifs sont mis en place comme le décrivent Manon Berthelot et Isabelle Clisson, coordinatrices du Centre local d'information et de coordination gérontologique (Clic) du grand Saumurois : aide au répit, services à domicile, aides financières, établissements spécialisés... Mais cette femme qui s'occupe de son mari s'est perdue au milieu des dossiers : « Que faire avec les jeunes malades (moins de 60 ans) ? C'est très difficile de trouver du soutien. Il faut aider les familles dans les démarches à faire. Quand ça m'est arrivé, j'ai trouvé que c'était trop compliqué ». Chaque cas est particulier et chaque réponse apportée doit être personnalisée. Les coordinatrices ne cachent pas « qu'il y a un manque évident de moyens » même si elles confirment que « l'État met en place des solutions. Il a pris conscience de l'importance pour les personnes de rester au plus proche de leurs aidés et surtout de rester à domicile ». D'autant plus que le passage du domicile à l'Ehpad est traumatisant.

« Ça me fait mal au cœur de savoir que tu m'as amené là », dit Paul à Élie après la visite d'un établissement médicalisé. Ce refus, cette femme au troisième rang le porte encore en elle : « Suite à une hospitalisation, on m'a dit que ma mère ne pouvait pas retourner chez elle. Il fallait trouver une solution. Avec ma sœur, nous avons dû prendre la décision de la mettre en Ehpad. Elle y est restée neuf ans et demi. Maman est partie depuis un an. J'ai encore la gorge serrée de l'y avoir laissée. Pendant des années, nous y sommes allées plusieurs fois par semaine en pleurant. Elle nous reprochait de l'avoir posée là-bas. Et les années d'après, nous pleurons encore parce nous ne savions pas si elle nous reconnaissait. Alzheimer et l'Ehpad, c'est compliqué ! Je ne le souhaite à personne. »

■ Frédéric Fromentin



1

million de personnes environ touchées par la maladie d'Alzheimer en France



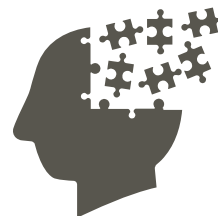
8 %

des Français de plus de 65 ans en 2020



17 %

des personnes de plus de 75 ans atteintes



225 000

nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année en France



De gauche à droite : Anna-Maria Poulard, la fille d'Alain et de Paule-Thérèse, Alain Poulard, Paule-Thérèse, Armelle, relayeuse, et Anne Delahousse, responsable de l'association Votre second souffle.

© Franck Rozé/Le Bimsa

Service de répit à domicile

Se faire relayer pour ne pas craquer

Pour pouvoir profiter d'un peu de temps libre, Alain Poulard, aidant auprès de son épouse Paule-Thérèse, se fait régulièrement relayer par Armelle, relayeuse à domicile de l'association Votre second souffle, service labellisé Bulle d'air porté par la MSA, et adhérent du réseau Laser emploi. Rencontre chez eux, à Saint-Herblain, commune de la périphérie ouest de Nantes, en Loire-Atlantique.

Lui, c'est Alain Poulard. Sa passion, c'est la vigne. Elle, Paule-Thérèse, sa femme, ce sont les châteaux. Les deux font souvent bon ménage. Ce qu'il aime, c'est passer du temps dans cette petite parcelle de terre du côté de Couëron, à quelques encablures à l'ouest de Saint-Herblain, où se situe leur domicile. Ce bout de terrain de 12 ares est planté de 600 pieds d'un cépage médiéval, clone de pinot noir, le berligou, vin des ducs de Bretagne⁽¹⁾.

Alain, il a ça dans le sang ! Après une carrière professionnelle principalement passée à officier pour le compte de l'institut français de la vigne et du vin, il prend sa retraite en 2014. Mais reste fidèle au jus de la treille. Aujourd'hui, son garage est devenu temporairement une cave de vinification – redonnant son sens littéral au « vin de garage », badine-t-il⁽²⁾ – et sa véranda regorge de fioles et de dames-jeannes en tous genres.

La passion de Paule-Thérèse, ce sont les châteaux

donc. Un album photo y est d'ailleurs consacré, posé sur la table basse du salon. « *J'ai toujours travaillé dans les châteaux, c'est peut-être une explication* », hasarde Alain. Ancienne professeure des écoles, Paule-Thérèse aime aussi les promenades en pleine nature, les enfants, les magasins de jouets et les jardineries, les salons de thé, ou encore la musique et la danse.

Depuis quelques années, Paule-Thérèse est atteinte de la maladie d'Alzheimer, pathologie neurodégénérative qui affecte les fonctions cognitives, comme la mémoire ou le langage. Ce qui fait d'Alain un aidant familial. Un rôle encore accentué depuis trois ans, c'est-à-dire depuis que la perte d'autonomie de sa femme ne lui permet plus de rester seule. Assis côte à côte dans le canapé du salon, comme ces oiseaux colorés dits inséparables, ils sont main dans la main : 46 ans de vie commune, et une gaieté partagée, toujours intacte !

Alain dit : « *J'essaierai de la garder le plus longtemps possible auprès de moi* ». Il a pris ses dispositions : les inscriptions sont effectuées dans les maisons de retraite médicalisées. Cette éventualité est encore écartée. Car Alain sait se ménager en prenant du répit. « *J'ai besoin d'un peu de temps libre pour travailler dans les vignes* », indique-t-il. C'est pourquoi, depuis un an, une nouvelle personne est entrée dans la famille : Armelle, une ex-aide-soignante, qui accompagne le couple pour l'association nantaise

Votre second souffle. Son rôle : prendre le relai de l'aidant à domicile en proposant, notamment, des activités valorisantes à la personne aidée⁽³⁾. Alain et Paule-Thérèse ont été orientés vers la structure par l'assistante sociale du centre local d'information et de coordination gérontologique (Clic) de Saint-Herblain.

Joie de vivre

Armelle intervient une à deux demies-journées par semaine, selon la saison, au domicile des Poulard. C'est modulable en fonction des contraintes et des besoins des uns et des autres. « Avant, en tant qu'aide-soignante, j'étais dans le soin ; maintenant, je suis dans l'accompagnement et la détente, constate Armelle. J'organise mon emploi du temps comme je l'entends, je mets à profit mon sens du relationnel... Bref, je m'éclate ! » Elle partage avec ses hôtes du mercredi matin l'humeur maison : la joie de vivre. On voit tout de suite qu'entre ces trois-là, « ça matche », pour reprendre une expression d'Anne Delahousse, responsable et coordinatrice de Votre second souffle. Autrement dit : la relation de confiance bat son plein.

Il faut désormais imaginer Alain heureux au beau milieu des sarments de berligou. Mais aussi Armelle et Paule-Thérèse, qui s'en payent une bonne tranche, en dégustant un café allongé et une pâtisserie au salon de thé après une balade revigorante dans la nature ou les châteaux. Sans cet accompagnement, Alain ne pourrait pas bénéficier d'autant de répit. Il délaisserait sans doute un peu plus ses vignes. Et son moral en prendrait un coup. Ce qui pourrait mettre en péril l'équilibre du couple, sa santé et le maintien de Paule-Thérèse à domicile.

■ Franck Rozé

(1) : Alain Poulard est co-auteur du livre *Berligou, le vin des ducs de Bretagne*.

(2) : un vin de garage qualifie un vin produit en petite quantité sur des petites surfaces.

(3) : le tarif horaire d'une intervention varie de 22 à 24 € TTC par heure, coût dont il faut déduire les aides financières auxquelles peuvent prétendre les proches aidants. Ainsi, Alain Poulard, ressortissant agricole, reçoit une aide de 11 € par heure de la part de la MSA Loire-Atlantique – Vendée et d'Agrica.

Laser emploi accompagne les structures Bulle d'air

Laser emploi propose un accompagnement individuel personnalisable en présentiel et à distance, rythmé par des moments d'échanges collectifs et de formations, avec un appui à la création structuré sur trois ans puis l'intégration dans une logique de réseau. Au menu, entre autres : un séminaire par an ; des échanges de pratique deux fois par mois ; quatre formations obligatoires pour les structures retenues lors de l'appel à projets Objectif bulles 4 en septembre 2023, afin d'acquérir toutes les bases sur le lancement et la création d'un service Bulle d'air ; des formations facultatives (par exemple : construire une offre auprès des entreprises). Plus d'infos sur : laser-emploi.fr

Témoignage

Anne Delahousse, responsable de l'association Votre second souffle

J'ai travaillé une vingtaine d'années dans le secteur médico-social, plus particulièrement dans le milieu du handicap.

Plus jeune, j'ai moi-même été aidante auprès de mon papa.



© Franck Rozé/Le Bimsa

De nouveau aujourd'hui auprès de ma maman. J'ai établi le constat que le territoire nantais manquait de structures dédiées au répit à domicile, qu'il n'existait que peu d'intermédiaires entre le domicile et l'Ehpad [établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes], hormis les accueils temporaires et les accueils de jour.

Cependant, quand ces dispositifs prennent fin, l'aidant s'est souvent habitué à une situation de répit et les troubles de la personne aidée ont parfois évolué. C'est un peu la double peine pour l'aidant. En 2018, j'ai décidé de créer une association pour compléter les dispositifs existants. J'ai été accompagnée par un incubateur spécialisé en économie sociale et solidaire, Les Ecosolies (ecosolies.fr). En 2020, nous avons répondu à l'appel à projets Bulle d'air de la MSA. Votre second souffle est une association indépendante en Loire-Atlantique qui fait désormais partie des services Bulle d'air [adhérents du réseau Laser emploi].

Aujourd'hui, nous comptons 60 relayeurs professionnels, 54 femmes et six hommes. Ce sont principalement des retraités et des professionnels issus des métiers sanitaires, sociaux et médicosociaux en inaptitude, en invalidité, en recherche de sens ou d'un complément d'activité. Cependant, nous recrutons davantage sur des savoir-être que sur des compétences techniques : la mise en confiance des aidants et des aidés, la prise d'initiatives dans la valorisation de la personne aidée et l'adaptabilité. Nous accompagnons ainsi 90 familles par mois, souvent sur des créneaux de trois à 48 heures en continu, sur une fréquence en majorité hebdomadaire.

Parfois également sur plusieurs jours d'affilée, et en fonction des besoins, 7 jours/7 et 24 heures/24. Nous n'intervenons pas en substitution des services essentiels d'aide et de soins à domicile (toiletage, ménage, etc.) ; nous les complétons. À mes côtés, je peux compter sur le soutien d'Alexandra Baehrel, coordinatrice, de Sophie Lagadec, responsable administrative paie, de tous nos intervenants à domicile et de notre conseil d'administration, sept personnes qui boostent cette belle aventure !

Pour en savoir plus
rdv sur www.votresecondsouffle.fr
et www.repit-bulledair.fr



Qui sont les aidants ?

1 FRANÇAIS SUR 5 EST AIDANT

500 000
sont des jeunes
de moins de 18 ans

39 %
s'occupent
de 2 proches ou plus



60 %
sont
des femmes

70 %
des aidants
sont actifs

ORIGINE DE LA DÉPENDANCE

50 %
des aidants accompagnent
un proche devenu dépendant
en raison de son grand âge

38 %
des aidants soutiennent
un proche malade

25 %
aident un proche en situation
de handicap

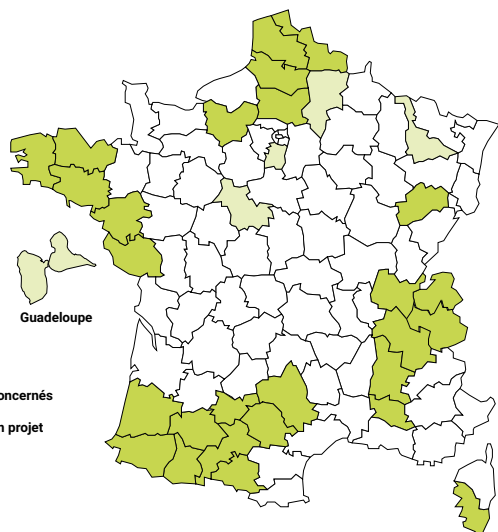
INCIDENCES SUR LA VIE DES AIDANTS

31 %
sur leurs loisirs

29 %
sur leur moral et leur sommeil

27 %
sur leur santé

BULLE D'AIR SE DÉPLOIE EN FRANCE



Bulle d'air est un service de répit à domicile destiné aux aidants, pour leur permettre de « souffler un peu », tout en maintenant la personne aidée dans le cadre sécurisant de son domicile.

5 nouveaux services Bulles d'air en projet :
Essonne, Aisne, Meurthe-et-Moselle,
Loir-et-Cher et Guadeloupe.

236 085 heures de relayage
en 2022.

549 familles (duos aidant/aidé)
accompagnées chaque mois
en moyenne en 2022.



3 questions à...



© DR

Astrid Panosyan-Bouvet,

députée Renaissance de la 4^e circonscription de Paris, a coordonné en 2022 la proposition de loi visant à « bâtir la société du bien-vieillir »

Plus de neuf millions de Français assistent un parent, un enfant, un conjoint ou un proche fragilisé par la maladie, le vieillissement ou le handicap. Comment vont les proches aidants ?

Certaines études parlent même de 11 millions d'aidants en France, dont 500 000 mineurs et 4 millions de salariés. Mais pour répondre à la question, les aidants n'ont pas la vie facile. L'aidance familiale n'est pas nouvelle : de tout temps on a aidé ses enfants, ses parents âgés ou des voisins. La nouveauté, c'est que les aidants sont, petit à petit, davantage reconnus et plus soutenus. Les lois de 2015 et 2019 ont structuré certaines aides (congés, financements...). La Journée nationale des aidants [NDLR : organisée chaque année le 6 octobre] est un moment de visibilité qui prend de l'ampleur et les actions des associations et des entreprises soutiennent de plus en plus d'aidants au quotidien. Mais le compte n'y est pas. Entre vieillissement de la population, hausse des maladies chroniques, et pénurie d'aides à domicile, le besoin n'a jamais été aussi important. Si l'âge moyen des aidants est de 50 ans, on le devient en moyenne vers 35 ans. Ce sont donc autant des salariés seniors que des plus jeunes, en début ou en milieu de carrière, qui doivent jongler entre vie professionnelle, vie de famille et rôle d'aidant. Cette charge

est aussi très mal répartie, 60 % des aidants sont des femmes.

Le gouvernement annonce 6 000 nouvelles places de répit et un service public départemental de l'autonomie. Qu'en pensez-vous ?

Que c'est une excellente chose ! 6 000 places pour 9 ou 11 millions d'aidants, ça peut sembler peu, mais il faut se rappeler d'où l'on vient : il y a quelques années, les termes d'aidant et de répit n'existaient même pas ! Mais c'est loin d'être assez. Il faut revoir la définition du proche aidant qui ouvre droit au congé conçu pour eux.

Aujourd'hui, pour bénéficier de ce type de congé, il faut que la personne aidée ait un taux d'incapacité de 80 % ou perçoive l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), ou la prestation compensatoire du handicap (PCH). Mais quid des personnes qui sont atteintes d'un cancer par exemple ? Dans ce cas, le proche aidant, s'il travaille, doit prendre des jours de congés pour accompagner la personne aidée en séance de chimio ou de radiothérapie. La question du service public départemental de l'autonomie est primordiale ; les précisions viendront dans la loi Grand-âge en 2024. Il existe une réelle « chaîne des vulnérabilités » entre la personne aidée, l'aidant familial et l'aidant professionnel. Aujourd'hui, le proche aidant est en première ligne pour pallier les carences de toute la chaîne des

vulnérabilités, à la fois en matière de prise en charge de la personne aidée (école inclusive et institut médico-éducatif pour les enfants par exemple) mais aussi en ce qui concerne les professionnels dont les métiers pourtant essentiels peinent à être reconnus à leur juste valeur. C'est pour cela qu'on ne peut penser les proches aidants sans imaginer un Big Bang autour des métiers du lien, afin que l'aidance familiale soit toujours un choix. La manière dont on s'adresse aux personnes vulnérables dit beaucoup de choses de nous en tant que personnes mais aussi en tant que société !

Que pensez-vous d'initiatives telle que Bulle d'air, le service de répit à domicile imaginé par la MSA, pour permettre aux familles de souffler ?

Là aussi c'est une excellente initiative. Un aidant ou une aidante, ce n'est pas un saint ou une sainte, c'est d'abord un aimant, c'est d'abord une personne qui prend sur elle beaucoup de responsabilités au prix parfois de sa propre santé physique et mentale. Les chiffres sont éloquentes : un tiers des aidants meurt avant la personne aidée, un sur deux se sent seul et non soutenu moralement. Souffler, c'est permettre de revenir plus fort dans l'énergie et dans l'amour qu'on donne à la personne aidée. Bravo à la MSA !

■ Propos recueillis par **Coline Lucas**

L'association Clinamen et son troupeau de moutons ont arpenté les rues de Seine-Saint-Denis de Romainville à La Courneuve. Une transhumance urbaine qui permet aux villes et aux habitants de renouer avec la nature.



© Coline Lucas/Le Bimsa

Transhumance urbaine

Des moutons dans la ville

On s'attend à tout en arpentant les rues d'une mégalopole comme le Grand Paris, sauf à se retrouver nez à nez avec des moutons. C'est pourtant l'étonnante rencontre qu'ont pu faire les habitants de Seine-Saint-Denis, les 26 et 27 novembre entre Romainville et La Courneuve. Nous avons accompagné les 25 moutons de l'association Clinamen pendant cette transhumance urbaine.

Le bruit des sabots sur le bitume, les huchements des bergers, une légère odeur de bêtes... on se croirait presque à la campagne le temps d'un instant à Romainville en ce lundi 27 novembre pluvieux. Sous le regard amusé et curieux des badauds, 25 moutons trottaient dans les rues. Traversées sur les passages piétons, marche en ligne... Respectant presque le code de la route, ils sont menés par Julie-Lou Dubreuil et Félix Goulard, deux bergers urbains de l'association Clinamen. Une transhumance, comme on dit dans le jargon agricole, de celles que les bergers font faire aux moutons pour changer de pâturage entre l'hiver et l'été. Sauf que cette fois, ils rejoignent leur bercail. Après six semaines passées à Romainville avec un bélier, les brebis rentrent à la bergerie le pas léger. L'année prochaine, des agneaux devraient naître.

Les passants qui croisent leur route ne sont pas indifférents à cet étrange spectacle. Téléphones sortis, beau-

coup prennent des vidéos ou des photos, certains s'arrêtent pour discuter, mais tous lèvent les yeux pour observer la marche. « *Je prends des photos pour mes collègues, nous dit une jeune femme avec un grand sourire. C'est fou, je n'ai jamais vu ça, j'adore !* » Un homme qui s'arrête, interloqué, lance : « *J'ai déjà assisté à ça au Pays basque, mais jamais ici !* » tandis qu'un second les remercie de couper avec la modernité de la ville. D'autres prennent ça comme un acte militant ou encore demandent jusqu'où vont les moutons. Et la discussion s'engage, Julie-Lou répondant de bon cœur à toutes les questions. Un ancien éleveur bovin qui passe par là s'exclame « *Ah, mais c'est de l'éco-pâturage ! Elles sont belles ces bêtes en tout cas !* »

Des moutons dans la ville, ça interroge, ça intrigue. Et c'est là tout le but de Clinamen, l'association à l'origine du projet. « *T'as vu comme ça change le regard sur la ville ?* », s'exclame Julie-Lou avec un air malicieux. C'est vrai que



Le "regard mouton" : un pont entre la ville et l'agriculture.

Association Clinamen

Romainville vient de changer de visage en un claquement de sabot. Le « regard mouton », comme ses membres aiment l'appeler, consiste à remettre de la nature dans la ville, en ouvrant cette démarche aux habitants.

Quand ils se sont lancés dans cette aventure en 2012, aucun des membres de Clinamen ne connaissait le milieu agricole et encore moins l'élevage. Ils ne viennent pas de familles d'agriculteurs, ni de la campagne. Ils ont donc appris le métier sur le tas. Un principe qui correspond bien à l'association : apprendre et s'adapter grâce à l'expérimentation.

Expérimentation et adaptation

« La souche de moutons, au fil des naissances, s'est adaptée, explique la bergère. Aujourd'hui, nos moutons sont habitués à la présence humaine. C'est l'apprentissage du troupeau, la collaboration qui fait qu'ils s'adaptent ». Expérimentation donc, mais aussi adaptation, autant pour les moutons que pour leurs bergers.

« Au départ, on avait huit moutons seulement », nous explique Julie-Lou. L'association a choisi la Bleu du Maine, une race en voie de disparition qui s'adapte bien à l'alimentation de la région parisienne (fast-food non compris). Ils s'installent alors à Saint-Denis sur un hectare de friche d'une chaufferie dans le quartier du Franc-Moisin. « Au départ, on s'est retrouvé avec 80 gamins qui déboulaient des tours pour voir les moutons », se rappelle Julie-Lou. C'était nouveau pour eux. Puis, au fur et à mesure, ils se sont habitués, ont participé aux activités, ont commencé à jardiner. « Je me souviens qu'après une transhumance, on a croisé un père et ses enfants qui se sont mis à pleurer en nous voyant. Le père nous a expliqué que les enfants se réveillaient tous les matins en regardant les moutons par la fenêtre. Ils étaient tristes de ne plus les voir. Comme si pour eux, dans ces quartiers, toutes les bonnes choses avaient une fin... » Pour les habitants, les ovins faisaient désormais partie du paysage. Par la suite, un autre contrat se crée avec la base militaire de Houilles sur 15 hectares, ainsi que le terrain autour de l'université de Villeteuse. Après avoir été nomade, l'association éprouve le désir de se sédentariser et pose enfin ses valises à La Courneuve. Les locaux, nichés au cœur des 460 hectares du Parc départemental Georges-Valbon, sont à l'image de l'association : minimalistes et vivants.

Clinamen et sa coopérative Les Bergers urbains proposent ainsi à des collectivités, des entreprises mais aussi des bailleurs sociaux un service de gestion des espaces verts par le pâturage itinérant. Aujourd'hui, le cheptel de 60 moutons occupe les terrains sur lesquels les deux structures sont sollicitées.

■ Coline Lucas



Petite halte pour les moutons qui profitent des nombreuses plantes comestibles sur leur chemin.



Les bergers mènent les brebis à destination sous le regard amusé des passants.

Photos : Coline Lucas/Le Bimsa

Des projets à foison pour Clinamen

L'association construit un pont entre la nature et la ville notamment par la transhumance dans des quartiers enclavés mais elle a aussi d'autres missions et une vraie volonté de fonctionner comme un élevage. D'ailleurs, les projets ne manquent pas.

- Conception et animation de potagers collectifs, contributifs et participatifs.
- Initiation aux pratiques paysannes : animation d'ateliers d'agricultures adaptés à la ville, ateliers du travail de la laine, tri de graines, fauche des foin, atelier botanique et cueillette...
- Vente de viande : Clinamen vend déjà la viande du troupeau en petite quantité. Dans un avenir proche, elle aimerait aller plus loin et développer un troupeau destiné à la production de viande en Iorgnant du côté de la restauration collective.
- Accompagnement de gestion d'espaces extérieurs.
- Cours et conférences.

La cuisine des générations



Erwan, élève de la section cuisine du lycée Saint-Exupéry, et Juan, résidents à l'Ehpad de l'Orme Doré à Saint-Dizier, en Haute-Marne, partagent une passion commune : la cuisine !

« La gastronomie est l'art d'utiliser la nourriture pour créer du bonheur », a écrit Théodore Zeldin, historien et philosophe anglais. Ni les élèves du lycée Saint-Exupéry, ni les résidents de l'Ehpad de l'Orme Doré de Saint-Dizier ne le contrediront. Car de leur aventure culinaire commune, une recette sera à jamais inscrite dans la mémoire de ces jeunes et de ces personnes âgées, celle du bonheur d'avoir passé un moment ensemble.

Mettre la main à la pâte ? Rien de tel pour faire tomber les idées reçues entre des lycéens et des personnes âgées. C'est tout du moins ce qu'a constaté Stéphanie Loiseau, professeure de cuisine au lycée Saint-Exupéry de Saint-Dizier, en Haute-Marne, après avoir proposé son projet « Un résident, un élève, une recette » à Stéphanie Ducceschi, animatrice à l'Ehpad de l'Orme Doré situé dans la même ville : « Elle a tout de suite accroché et en a fait part à sa directrice qui nous a suivis. Au début cela a démarré doucement, chacun avec ses a priori. Les échanges ont été timides, puis ils se sont apprivoisés, certaines affinités se sont dessinées. J'ai adoré pouvoir observer ce lien qui s'est créé entre les élèves et les résidents. »

Aimer les gens !

Autour d'une passion commune, la cuisine, une professeure de lycée et une animatrice en Ehpad ont ainsi permis à deux mondes de se rencontrer, deux générations qui ont partagé leurs histoires, leurs savoirs. Ce projet a débuté à la fin de l'année 2021, lorsque résidents et lycéens se sont retrouvés pour élaborer un programme de recettes. Il s'est poursuivi tout au long de l'année 2022 à raison d'une rencontre hebdomadaire au cours de laquelle jeunes et moins jeunes se sont associés en binôme afin de réaliser les mets sélectionnés. « Pendant que je faisais la croziflette, Juan

voulait vraiment m'aider à la réaliser, explique Erwan, un des lycéens. J'ai vraiment senti qu'il était intéressé et j'ai bien aimé cet échange. » Non content de favoriser le lien social et intergénérationnel, la création de cannoli siciliens, de ficelles picardes, d'un moelleux au chocolat, d'une tarte flamiche et autres choux pralinés a surtout permis d'entretenir le développement des activités des personnes âgées, de maintenir leurs capacités intellectuelles et physiques et de rompre leur isolement. « Rose-Maria est la première résidente qui a cuisiné et, un jour, elle nous a montré comment réaliser une pâte, avec laquelle on peut faire du pain, des pizzas, des ravioles et bien d'autres choses encore, raconte Stéphanie Loiseau. Elle circule en fauteuil roulant mais, le jour où elle a cuisiné, elle a insisté pour se lever. Puissance Télévision, un média local, était là pour réaliser un reportage sur notre projet. Quand elle a montré la vidéo à sa fille, celle-ci a été stupéfaite de la voir debout et lui en a fait part. Rose-Maria lui a répondu qu'elle était portée par le fait de partager avec les jeunes, et qu'elle devait se lever... »

C'est tout naturellement que cette initiative s'est vue remettre par la MSA Sud Champagne le premier prix « Agir avec les aînés ». La dotation de 3 000 euros a permis la réalisation d'un livre finalisé au mois de juin 2023 et édité à environ 200 exemplaires. On y retrouve, bien sûr, l'ensemble des recettes mais aussi des anecdotes qui témoignent du lien qu'élèves et résidents ont tissé au fil de leur aventure parce que, comme le disait Joël Robuchon, chef trois étoiles, « on ne peut pas faire de cuisine si l'on n'aime pas les gens. »

■ Frédéric Fromentin

Les mendiants par Lukas et Amina



Ingrédients :

- 5,5 cuillères à soupe d'écorces d'orange
- 20 cerises confites
- Pistaches fraîches
- Noisettes
- Amandes
- 200 grammes de chocolat noir
- 200 grammes de chocolat blanc

Préparation :

- Faire fondre les chocolats au bain-marie.
- Lorsqu'il est bien fondu, étaler à quelques centimètres de distance sur une grande tôle recouverte de papier sulfurisé l'équivalent d'une petite cuillère à soupe de chocolat.
- Une fois la totalité du chocolat répartie, parsemer sur chaque mendiant une noisette, 3 ou 4 petits morceaux d'orange confite, une demi-bigarreau, et éventuellement une ou deux pistaches.
- Laisser refroidir et durcir dans un endroit bien sec et frais.

Théâtre citoyen

Stop aux violences intrafamiliales



© Marie Molinaro/Le Bimsa

Les spécialistes de l'impro de la compagnie Ydith abordent de nombreux sujets grâce au théâtre citoyen. Cousin du théâtre-forum, le principe de base est le même : le participatif.

Le 24 novembre, les élus MSA du canton d'Auray, dans le Morbihan, ont organisé une soirée théâtre citoyen avec la compagnie Ydith, en partenariat avec la ville et la préfecture, pour parler des violences intrafamiliales, en présence de la gendarmerie et d'associations d'aide aux victimes et aux familles.

« Que faire face à ce petit ami jaloux et très insistant ? » À la fin de la saynète, Paola, comédienne, ou plutôt son personnage, interroge sa conscience. Vers qui se tourner pour trouver des conseils ? Ce soir-là, à Auray, c'est au public venu assister au théâtre citoyen qu'elle s'adresse. Les spectateurs tentent de lui répondre et de lui proposer des solutions. Essayer d'engager la conversation avec lui ? Lui faire rencontrer ses collègues ? Se confier à quelqu'un ? Aller voir un psychologue ? Ça fuse dans cette conscience aux multiples voix. La troupe transpose sur scène une idée, puis une autre, étudiant chaque résultat et les chemins qui s'offrent à Paola pour s'en sortir.

Pendant deux heures, les quatre comédiens de la compagnie Ydith jouent en totale improvisation trois saynètes illustrant une forme de violence, souvent invisible, se déroulant au sein de la famille. Jalousie, mari violent et ado inquiet, couple d'agriculteurs en difficulté économique... à chaque fois, ils échangent avec l'assistance pour analyser la situation, accompagnés par les professionnels partenaires présents dans la salle.

Après deux représentations à Le Faouët et Arradon au printemps, les élus de la MSA Portes de Bretagne ont organisé cette troisième soirée à Auray le 24 novembre, la veille de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. La ville, engagée dans un contrat de lutte contre les violences sexistes et sexuelles (qui comprend notamment la formation des agents municipaux et la création de lieux et logements d'accueil), a programmé

une quinzaine spéciale avec de nombreuses animations. « Malgré un thème difficile et complexe, les comédiens nous émerveillent et arrivent à nous faire rire, témoigne Maëlle Stéphant, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité auprès de la préfecture du Morbihan. C'est tout l'intérêt de ce type de soirée : aborder le sujet de manière ludique tout en passant des messages importants, et permettre à chacun de pouvoir s'exprimer, échanger, de confronter des points de vue tout en ayant le regard des experts présents. Le but est avant tout de sensibiliser, d'en parler davantage et plus facilement, de faire en sorte qu'un maximum de personnes connaissent les solutions possibles, les acteurs qui sont prêts à recueillir la parole et orienter vers les services compétents. »

Premier d'entre eux : la gendarmerie, qui en profite pour faire un rappel de la loi, des procédures de protection et répondre aux questions du public. À côté, les associations locales telles que France victimes, la Maison de protection des familles, le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (Cidff) ou Le lieu-dit apportent un soutien au quotidien. « Si le processus judiciaire est lancé, l'après est aussi compliqué à gérer, note Dominique Thomas, présidente du Cidff 56. Un accompagnement est nécessaire. Mais en amont, en tant que citoyen lambda, on se demande souvent ce que l'on peut faire : s'informer, comme ici, se mettre en position d'ouverture, accepter d'en parler. Si on détecte un signe, la première chose à faire est d'écouter. »

■ Marie Molinaro

118 féminicides en 2022

En 2022, les services de police et de gendarmerie ont enregistré 244 000 victimes de violences conjugales (145 homicides, dont 118 féminicides) et 64 300 cas de violences intrafamiliales non conjugales en 2021. Selon une estimation, ces chiffres ne représenteraient qu'un tiers de la réalité.

- **Le 1^{er} décembre, une nouvelle aide d'urgence pour les victimes de violences conjugales est entrée en vigueur afin de leur apporter un soutien financier pour les aider à se mettre à l'abri. Infos et conditions sur msa.fr.**
- **Dès janvier 2024, des pôles spécialisés sont également mis en place dans les tribunaux et cours d'appel.**
- **Contacts :**
 - 39 19 : plateforme téléphonique d'écoute, d'information et d'orientation des victimes de violences sexistes et sexuelles (appel gratuit et anonyme accessible 7j/7, 24h/24) ;
 - 119 : victime ou témoin de violence sur mineur de moins 18 ans ;
 - www.service-public.fr/cmi : portail de signalement anonyme d'une violence conjugale, sexuelle ou sexiste (possibilité d'échanger en direct avec un policier, un gendarme ou un professionnel formé).

Anaïs Amalric-Joary

De militante à élue MSA



À 34 ans, Anaïs Amalric-Joary, viticultrice à Foissac et présidente du comité départemental du Gard et administratrice à la MSA du Languedoc, s'engage au quotidien pour aider les agriculteurs. Passée de militante pour la défense de son métier à représentante des adhérents MSA, elle prend son rôle d'élue particulièrement à cœur. Portrait d'une militante engagée pour son territoire.

Pour Anaïs Amalric-Joary, l'engagement, c'est de famille. Ses parents, tous deux agriculteurs, se sont toujours investis, que ce soit dans les syndicats ou à la MSA. « *Petite déjà, je les suivais partout.* » À 25 ans seulement, elle devient administratrice à la MSA du Languedoc et présidente du comité départemental du Gard à 32 ans. Le président de l'époque lui avait promis de laisser la place aux jeunes, « *et il a tenu parole* ». Mère de deux jeunes enfants, associée en Gaec sur l'exploitation familiale avec sa mère et sa sœur « *un Gaec de filles* », comme elle le dit, elle ne manque pas d'idées pour faire avancer la cause et les valeurs défendues par le régime agricole.

■ Défendre le métier d'agriculteur

Après s'être investie comme secrétaire générale et coprésidente au syndicat des Jeunes agriculteurs (JA), elle est aujourd'hui également administratrice auprès du Crédit agricole et dans un Esat... À la MSA, elle découvre une nouvelle manière de faire valoir son métier. « *Quand je suis devenue élue, je me suis retrouvée face aux revendications des agriculteurs. Et pour avancer, il fallait trouver comment les aider au mieux.* » Pour elle, c'est un vrai challenge, elle fait tout pour remonter les problèmes vers le bon interlocuteur et trouver des solutions. Et le fait d'être du milieu l'aide beaucoup dans son travail. Ce qui est sûr, c'est que le système de la MSA permet de mieux se faire comprendre auprès des adhérents. « *Même si l'espace temps est très long à la MSA et que notre champ d'action est parfois limité par l'administratif, le lien entre les services, le réseau, le guichet unique sont des vraies forces* », note-t-elle.

■ Une frontière mince entre le privé et le travail

L'oisiveté ne semble pas faire partie du vocabulaire d'Anaïs Amalric-Joary. Son quotidien – chargé – est rythmé entre son travail d'agricultrice, sa vie de famille, les réunions liées à ses engagements et les sollicitations des adhérents. Elle ne s'arrête jamais. « *Souvent, j'ai des appels de personnes qui auraient pu trouver la réponse sur le site de la caisse, mais j'ai aussi des dossiers plus complexes sur les pensions de retraites, les problèmes liés aux aléas climatiques...* » Elle est toujours heureuse de rendre service et de voir qu'une situation se débloque. « *On est le relais entre les élus MSA et les adhérents dont on est la voix.* » Dès la première année, elle réalise l'importance du rôle des élus quand elle entre en contact avec la femme d'un agriculteur. Le couple a des



© Jean-Michel Delage/CCMSA Image

Anaïs Amalric-Joary, viticultrice pleine d'énergie, est devenue présidente du comité départemental de la MSA du Gard.

difficultés de paiement. « *Elle avait peur de retrouver son mari pendu en rentrant chez elle le soir. On s'appelait une ou deux fois par semaine.* » Après six mois, une solution a été trouvée. « *La meilleure des récompenses* » pour la jeune agricultrice. « *Ça prend du temps sur notre vie personnelle, mais ça vaut le coup, on n'est pas là pour rien* », se félicite-t-elle. Et même si elle voudrait être partout, elle sait que c'est impossible. Parce que son rôle ne s'arrête pas au portes de la maison. « *Mon père m'a même mise en garde sur le fait de faire attention à ne pas mettre ma famille ou l'exploitation en danger.* » Elle sait qu'il a raison, même si elle a du mal à le mettre en application. Mais c'est ce qu'elle aime, « *faire avancer le monde agricole, aider les autres et être utile* ». La MSA est pour elle une grande famille, qui implique toutes les générations. Et d'ailleurs, tout comme elle quand elle était petite, ses enfants connaissent déjà son rôle et ses actions. Prendront-ils la relève ?

■ Coline Lucas

On se dit presque tout

Quel est votre secret pour jongler entre votre travail et votre rôle d'élue ?

Isolée dans mon tracteur, j'emène un petit carnet pour noter toutes les idées qui me passent par la tête.

Les manifs, ça vous manque ?

Pas facile de passer de syndicaliste à élue MSA. Je suis maintenant confrontée aux revendications des collègues mais l'avantage, c'est que je les comprends. Je continue à participer aux manifs si les revendications sont justifiées.

Bien construire son projet en agriculture

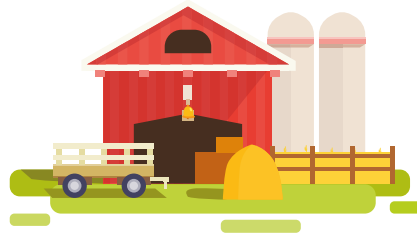
S'installer, transmettre ou encore faire évoluer son exploitation... Afin de soutenir les professionnels de l'agriculture dans leur projet, direction monprojetdagri.fr. Le site permet d'identifier clairement chaque étape-clé.

LES CIBLES PRINCIPALES



FUTURS INSTALLÉS
en recherche d'une exploitation.

FUTURS CÉDANTS
en recherche d'une exploitation.



AGRICULTEURS
exprimant un projet de transition ; souhaitant faire évoluer ses pratiques, se tourner vers le bio...



S'INSTALLER EN AGRICULTURE

Même si, de prime abord, les démarches peuvent paraître compliquées, de nombreux acteurs, comme les chambres d'agriculture, sont là pour épauler le porteur de projet qui désire s'installer.



TRANSMETTRE SON EXPLOITATION

Départ à la retraite, changement de région ou de carrière ? Quel que soit le projet, la transmission représente un moment décisif de la vie d'agriculteur et il faut l'anticiper et la préparer pour que cela se passe au mieux.



EFFECTUER UNE TRANSITION

Plusieurs types de transition sont possibles : faire évoluer ses pratiques, se tourner vers le bio, ou développer de nouvelles activités ou simplement adapter son activité en lien avec son état de santé ou sa situation économique.



Source : msa.fr





Grande collecte nationale

Pour que
Noël reste
une fête,
mobilisons
nous!

#MSAsolidaire
[msasolidaire.fr](https://www.msasolidaire.fr)



santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore

